

Il est vrai que les gens pouvaient payer un peu plus, bien que nos adversaires disputassent le fait; mais qu'était-ce que cela quand vous voyiez des hommes si vigoureusement engagés dans la production indigène, employer un si grand nombre de travailleurs, payer des salaires si considérables, donner de l'emploi si constant, faire de si belles dotations aux institutions de charité, et prospérer généralement dans une si forte mesure? Quelle est aujourd'hui la condition des industries favorites? Est-ce que cette stimulation malsaine qui devait, selon nos prédictions, se produire sous l'opération du tarif des serres-chaudes, source de l'élévation des prix, a fait du bien ou du mal? N'a-t-elle pas eu le résultat que nous avons annoncé d'avance, et ne moissonnons-nous pas plus tôt que nous ne l'avions prédit—lorsqu'il a fait ses prophéties—les amers produits de sa politique?—Quelle est actuellement, sous l'opération de la "politique nationale," la situation de la grande industrie de la mouture au Canada? Comment est-elle? Comment le tarif l'affecte-t-il? Est-ce que l'honorable monsieur a réglé les légers différends qu'il a eus avec les meuniers? Est-il sur le point de les débarrasser des difficultés dans lesquelles ils disent se trouver et qui les empêchent, disent-ils, de moudre la farine américaine dans le Canada? Est-ce que le résultat du tarif a établi qu'il était bon et tel qu'il doit être dans le pays pour cette industrie? Comment se trouve-t-il par rapport à la balance du commerce? Je me souviens bien que l'honorable monsieur a fait remarquer avec orgueil et gloire, il y a deux ans, je crois.....

Un hon. DÉPUTÉ: Trois ans.

M. BLAKE: Est-ce qu'il y a trois ans?—que pour la première fois dans l'histoire du Canada, la balance du commerce était en sa faveur, que nous avions exporté plus que nous n'avions importé; il nous a dit ce qu'il avait accompli et il nous a expliqué comment il l'avait accompli. Et auparavant il nous avait dit en quoi consistait son devoir à cet égard. Il nous a dit antérieurement que nous avions à atteindre un état de choses différent de celui qui avait existé jusqu'alors. Il est vrai que ce n'était pas très mal. Il est vrai que le montant de nos importations n'était pas très considérable. Mais en 1879, l'honorable monsieur a dit: "Considérant la chose comme je le fais, je crois qu'il est regrettable que le volume des importations n'ait pas été réduit d'une façon appréciable." Réduction du volume d'alors, réduction du petit volume de ce temps-là. "Je regarde les importations considérables du Canada depuis que le Dominion a été organisé et qui accusent une forte balance de commerce contre lui, comme une des causes des difficultés que nous avons à régler, une des difficultés auxquelles il est de notre devoir d'apporter remède. Elles ont baissé jusqu'à un certain point; mais elles sont encore très fortes"—comment sont-elles par rapport à celles de l'an dernier?—"laissant voir distinctement et clairement, d'après moi, qu'il faudrait les diminuer davantage. Je crois donc, sans entrer dans une discussion du libre-échange et de la protection, en autant qu'ils affectent l'Angleterre et les Etats-Unis, que nous pouvons raisonnablement conclure que la prospérité de l'un de ces pays, en ce moment, a pour cause, dans une grande mesure, le surplus qu'il y a en sa faveur, et que le fort déficit dont souffre l'autre est la cause de la crise qu'il subit." Il donne alors les chiffres et conclut: "Dans ces circonstances, il me semble que nous devrions tourner notre attention vers les meilleurs moyens de réduire le volume de nos importations venant de toutes les parties du monde." Après avoir fait connaître ce qu'est son devoir, après avoir déclaré qu'il se proposait de l'accomplir; après s'être réjoui, il y a trois ans, du succès qui a couronné ses efforts, qu'il me permette de lui demander aujourd'hui ce qui est advenu de la "politique nationale." Dort-elle? Est-elle allée en voyage? Où en est actuellement la balance du commerce? Comment était-elle l'année dernière et l'année précédente prises ensemble? Comment se trouve-t-elle par rapport à

M. BLAKE.

la balance de commerce dans l'année dont il s'est tant plaint?

Sir LEONARD TILLEY: Très bien.

M. BLAKE: Je sais, M. l'Orateur, ce que l'honorable monsieur va faire. Je le connais depuis longtemps, monsieur. Il va prendre une série de moyennes. Il est fort sur les moyennes. Il ne s'occupe pas de ce que signifient les chiffres si vous les proncez dans leur ordre consécutif. Il ira les chercher dans le passé et continuera; puis il prendra la moyenne d'un certain nombre d'années. Mais nous sommes à parler de l'année 1879, alors qu'il nous a entretenus de la condition des affaires de l'époque, et des années suivantes lorsqu'il nous a dit en quoi avait consisté son devoir et ce qu'il avait fait. Nous sommes à comparer l'année qui a précédé 1879 avec l'état de choses que nous voyons aujourd'hui pour ce qui concerne le volume des importations et la balance du commerce. Nous faisons la comparaison en suivant la marche progressive des événements. Il était arrivé à la perfection il y a trois ans; mais aujourd'hui je suppose qu'il va prendre la moyenne de trois années et dire: "Qu'avez-vous à voir aux rapports de l'année dernière? Voyez la moyenne."

Sir LEONARD TILLEY: Non; nous prendrons les deux.

M. BLAKE: Puis, à part son autre enfant, l'honorable monsieur nous apporte cette année, un petit emprunt domestique. Il a cru que la population ne savait que faire du reste de son argent. Après lui avoir pris \$20,000,000 ou \$30,000,000, comme je l'ai fait voir, et sans qu'il en eut besoin, il a dit: "Messieurs, il reste quelque chose dans vos goussets, et je crois que vous feriez mieux de me le laisser avoir à raison de quatre pour cent," et les organes de l'honorable monsieur ont montré à grand bruit de trompette combien ce gouvernement faisait voir de merveilles et faisait preuve de prescience en proposant la négociation d'un emprunt domestique à quatre pour cent, et combien cet acte accusait de sagacité. Eh bien, l'annonce a été publiée, le temps s'est écoulé, et il y a eu ce qu'on a appelé une "affreuse hésitation," et la nouvelle est arrivée que l'emprunt avait manqué; et alors les organes de l'honorable monsieur se sont écriés: "Quel étonnant ministre nous avons! il savait qu'il valait mieux pour le pays que l'emprunt échouât, et c'est une heureuse circonstance qu'il ait échoué." Mais l'honorable monsieur n'a pas été satisfait de cela; il était résolu à donner une preuve convaincante des titres qu'il a à notre confiance, et, comme les gens ne voulaient pas souscrire l'emprunt au pair, il en a offert la balance à une prime de deux et demi pour cent, et les organes ont dit: "Voilà ce qu'il y a de plus sage." Eh bien, M. l'Orateur, je suis porté à croire que les cultivateurs du pays commencent à comprendre le peu de valeur des projets de l'honorable monsieur pour les rendre riches. Je suis porté à croire que les ouvriers commencent à comprendre que le tarif n'est pas un tarif qui protège le travail ou qui, comme la chose a été promise, assure permanence d'emploi. Mais si l'honorable monsieur voulait s'informer de la situation dans laquelle se trouvent les travailleurs qui ont été renvoyés de leur ouvrage dans les industries favorites, dans le cours des derniers mois, j'ose affirmer qu'ils lui diraient quelques vérités dépourvues de fard qui lui feraient un grand bien. Il est bien vrai que ses organes, fidèles à leur devoir envers lui, afin de démontrer qu'il s'occupe surtout et toujours des ouvriers, ont signalé le fait que les ouvriers avaient travaillé trop durant quelques années, et que, accablés de fatigue, ils avaient besoin d'un congé; et que c'était ce qui pouvait leur arriver de mieux, tout comme il était très bon pour le pays que l'emprunt eut manqué; qu'il est bon d'avoir un temps d'arrêt dans les usines, afin que l'ouvrier puisse se rendre au sein de sa famille, jouir d'un peu de repos et déposer ses épargnes; mais je n'ai pas entendu dire que l'ouvrier avait su apprécier de cette façon